

Commune de SCY-CHAZELLES

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 28 août 2012

Conseillers élus : 23
Conseillers en fonction : 22
Conseillers présents : 14

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: Mmes GAUGIN - MAHIEU - PALUCCI - M. NAVROT - NICOLAY – DHIOS - Adjoints.

Mmes HERZHAUSER – FLORI — PATRICOLA (arrivée en fin du point n°2)
M. PERRET - TISON - BRABLE - VINCENT Conseillers.

Absents excusés : M. OMINETTI → procuration à M. NICOLAY
Mme ANTOINE → procuration à Mme GAUGIN
Mme DILLER → procuration à Mme FLORI
Mme ANDRE → procuration à M. DHIOS
M. QUINIO → procuration Mme PALUCCI
M. KAUFFER
M. CORTINA

Absente Mme CUSUMANO

Date d'envoi de la convocation : 24 août 2012

Secrétaire de séance : Mme FLORI

Ordre du jour

1. Approbation du compte rendu du conseil municipal du 19 juin 2012
2. Création d'une micro-crèche : résultat de l'appel d'offres
3. Rénovation du monument de la concession Tornow : résultat de l'appel d'offres
4. Contrat d'assurance des risques statutaires
5. Décision budgétaire modificative : affectation du résultat
6. Décision Budgétaire modificative : alimentation du compte 673
7. Rapprochement des sociétés SFR et Vivendi International : signature de l'avenant n°1 aux marchés
8. Achat de terrains via la SAFER
9. Vente d'un terrain communal sis section 1, n°23 1 – Choix du notaire
10. Règlement du sinistre Rue de l'Etang du 28/05/2011
11. Droit de Préemption Urbain
12. Compte rendu annuel de concession gaz 2011
13. Rapport d'activité HAGANIS 2011
14. Rapport annuel sur l'eau 2011 – Ville de Montigny les Metz
15. Divers

1) OBJET : APPROBATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2012

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 19 juin 2012 est approuvé à l'unanimité.

2) OBJET : CREATION D'UNE MICRO-CRECHE – RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES

Rapporteur : Monsieur NAVROT

La commune a lancé mi-juillet une consultation afin de retenir une entreprise générale ou un groupement conjoint d'entreprise afin de réaliser les travaux de construction d'une micro-crèche.

8 entreprises ont répondu à l'appel d'offres.

Estimation du maître d'œuvre : 465 000 € HT

La commission d'appel d'offres s'est réunies le 8 août 2012 à 18 h 30 afin d'ouvrir les plis.

Entreprises	Montant HT en €	Montant TTC en €	Observations
LAVIGNE			Lot 9 Peinture
HOFFMANN			Lot 11 Electricité
BST			Lot 4 Couverture métallique - Etanchéité
LAUER			Lot 6 Platerie
TERRA MOS			Lot 8 Carrelage
AMBROSINI			Lot 8 et 10 Carrelage et Sols souples
PRO FACADES			Lot 13 Isolation extérieurs
EIFFAGE CONSTRUCTION LORRAINE	425 000	508 300	Tous les lots

Les entreprises n'ayant pas répondu pour la totalité des lots sont déclarées irrégulières eu égard à l'article 2-4 du règlement de consultation.

L'offre de l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION a été transmise au maître d'œuvre pour vérification.

M. NAVROT précise qu'après vérification l'offre est acceptable et peut être retenue avec la variante n°2 Chauffage par radiateur et l'ensemble des options à l'exception de :

- ❖ option 3-12 PLAFOND FOCUS
- ❖ option 3-8 ISOLATION PAR EXTERIEUR AVEC BARDAGE.

Montant total de l'offre acceptée s'élève ainsi à 451 767.66 € HT

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **entérine** la proposition de la commission d'appels d'offre.
- **autorise** le Maire à signer le marché et les avenants à intervenir

Adopté par 18 voix pour et 1 voix contre (M. BRABLE)

3) OBJET : RENOVATION DU MONUMENT DE LA CONCESSION TORNOW - RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Suite à la mise en concurrence de 4 entreprises concernant les travaux de rénovation de la tombe de l'architecte TORNOW, 3 entreprises ont répondu.

La commission d'appel d'offres s'est réunie le 03 juillet dernier à 9 h 30 afin de procéder à l'ouverture des plis.

Entreprises	Montant HT	Montant TTC
Marbrerie DEUTSCH	11 592 €	13 864.03 €
L'Atout Pierre	12 334.63 €	14 752.22 €
Marbrerie SOMMEN	6 549.66 €	7 833.39 €

La commission d'appel d'offres après études des offres propose de retenir l'entreprise SOMMEN.

Il précise que la marbrerie SOMMEN est venue sur place afin de confirmer son devis et que ce montant correspond bien à tous les critères demandés dans l'appel d'offre.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- ➔ entérine la décision de la commission d'appel d'offre.
- ➔ autorise le Maire à signer le marché et les avenants y afférents
- ➔ demande à Monsieur le Maire de bien vouloir établir les dossiers de demande de subvention auprès du Conseil Général ainsi que de la Fondation du Patrimoine.

Adopté à l'unanimité.

a) Demande de subvention auprès du Conseil Général au titre du Pacte Patrimoine

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal en date du 8 novembre 2011 a accepté, à la demande des héritiers, de reprendre la concession de l'architecte Paul TORNOW dans le patrimoine communal ainsi que la maîtrise d'ouvrage et ce afin de procéder à sa restauration.

Après consultation, l'entreprise de marbrerie SOMMEN a été retenue pour la réalisation des travaux d'un montant de 6 549.66 € HT soit 7 833.39 € TTC.

Il précise qu'une demande de subvention sera également faite auprès de la Fondation du Patrimoine.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- ❖ **sollicite** une subvention du Conseil Général au titre du Pacte Patrimoine pour la réalisation de cette restauration.
- ❖ **décide** la prise en charge, sur ses fonds propres, des dépenses non subventionnées.

Adopté à l'unanimité.

b) Demande de subvention auprès de la Fondation du Patrimoine

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal en date du 8 novembre 2011 a accepté, à la demande des héritiers, de reprendre la concession de l'architecte Paul TORNOW dans le patrimoine communal ainsi que la maîtrise d'ouvrage et ce afin de procéder à sa restauration.

Après consultation, l'entreprise de marbrerie SOMMEN a été retenue pour la réalisation des travaux d'un montant de 6 549.66 € HT soit 7 833.39 € TTC.

Il précise qu'une demande de subvention sera également faite auprès du Conseil Général..

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- ❖ **sollicite** une subvention de la Fondation du Patrimoine pour la réalisation de cette restauration.

❖ **décide** la prise en charge, sur ses fonds propres, des dépenses non subventionnées.

Adopté à l'unanimité.

4) OBJET : CONTRAT D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES

Rapporteur : Monsieur le Maire

La commune est adhérente depuis plusieurs années au contrat d'assurance proposé par le Centre de Gestion couvrant les risques statutaires des agents souscrit auprès de CNP Assurances via le courtier gestionnaire SOFCAP. Ce contrat est signé pour une durée de 4 ans. L'échéance étant au 31 décembre 2012, une consultation a été lancée.

L'ancien contrat garantissait les mêmes risques au taux de 5.94 %.

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 26 ;

VU le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

VU le code des assurances

VU le Code des marchés publics

La Commune a, par délibération en date du 8 novembre 2011, demandé au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Moselle de souscrire pour son compte un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statuts de ses agents, en application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986.

Le Centre de Gestion a communiqué à la commune les résultats la concernant.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

➤ **décide** d'accepter la proposition suivante :

Assureur :	CNP ASSURANCES
Courtier gestionnaire :	SOFCAP
Durée du contrat :	à compter du 1 ^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2016
Régime du contrat :	capitalisation
Préavis :	adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois avant l'échéance du 1 ^{er} janvier

Agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL :

- Tous les risques avec une franchise de 10 jours en maladie ordinaire
- Taux : 6.35 %
- Taux garanti jusqu'au 31 décembre 2014

Agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL et agents non titulaires de droit public (IRCANTEC) : Pas de souscription

➤ **décide** d'autoriser le Maire ou son représentant à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.

➤ **charge** le Maire à résilier, si besoin, le contrat d'assurance statutaire en cours.

Adopté à l'unanimité.

5) OBJET : DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE : AFFECTATION DU RESULTAT

Rapporteur : Monsieur le Maire

Il convient de porter la somme de 0,90 centimes d'euros au compte 002 « Affectation du résultat 2011 ». Il a été porté au budget primitif la somme correspondant à l'affectation du résultat 2011 sans les centimes. Le Trésorier demande donc la régularisation.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,
décide d'affecter 0,90 cts au compte 002.

Adopté à l'unanimité.

6) OBJET : DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE : ALIMENTATION DU COMPTE 673

Rapporteur : Monsieur le Maire

Cet article enregistre l'annulation des titres de recettes émis au cours de l'exercice précédent ou d'un exercice antérieur se rapportant à la section de fonctionnement.

Il convient de l'alimenter tous les ans en prévision. En effet, il arrive que certains chèques qui sont déposés en mairie pour payer les locations de salle ou l'accueil périscolaire reviennent impayés. On doit donc en comptabilité faire un titre d'annulation pour soustraire la somme de nos recettes.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide d'affecter la somme de 1 000 € au compte 673. Cette somme sera prélevée au compte 022 « Dépenses imprévues ».

Adopté à l'unanimité.

7) OBJET : RAPPROCHEMENT DES SOCIETES SFR ET VIVENDI INTERNATIONAL - SIGNATURE DES AVENANTS N°1 ET N°2 AUX MARCHES

Rapporteur : Monsieur le Maire

Dans le cadre de sa stratégie de développement à l'international, le groupe Vivendi envisage de créer un Pôle Télécommunication de premier ordre autour de SFR. Pour cela, une opération de rapprochement entre la société SFR et la société Vivendi Télécom International (toutes deux filiales à 100 % de Vivendi) est effective depuis le 12 décembre 2011.

Deux marchés lient la commune à la société SFR, l'un pour la téléphonie et l'autre pour le relais de radiotéléphonie mobile. Il convient donc de donner l'agrément de la commune au transfert des deux marchés, par SFR à VTI, dans le cadre de la procédure de fusion absorption entre ces deux sociétés.

Deux avenants ont donc été transmis à la commune en ce sens. Il convient d'autoriser le Maire à les signer.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à signer l'avenant n°1 au marché n°1395 34 et l'avenant n°2 au marché 387 631.

Adopté par 18 voix pour et 1 voix contre (Mme PALUCCI)

8) OBJET : ACHAT DE TERRAINS VIA LA SAFER

Rapporteur : Madame PALUCCI

Comme il a été expliqué lors du Conseil du 19 juin 2012, la SAFER a notifié une nouvelle fois à la commune l'accord d'un propriétaire pour la vente de son terrain situé en section 4 n° 54 d'une contenance de 6 a 97 pour la somme de 530 € auxquels viennent s'ajouter les frais accessoires au profit de la SAFER d'un montant de 181.80 € ainsi que les frais de notaire.

Le vendeur a choisi de confier la rédaction de l'acte à l'étude de Maître DIETSCH.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** d'acquérir le terrain désigné ci-dessus.
- **autorise** le Maire à signer l'acte correspondant.

Adopté à l'unanimité.

9) OBJET : VENTE D'UN TERRAIN COMMUNAL SIS SECTION 1, N° 231 – CHOIX DU NOTAIRE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Le Conseil Municipal du 19 juin 2012 a donné un avis favorable à la vente du terrain sis en section 1, n° 231 au profit de Mme BARTHEL. Le choix du notaire devait être confirmé par l'acquéreur. Mme BARTHEL vient de donner son accord pour que la rédaction de l'acte de vente soit faite par l'étude de Maître ROTH notaire de la Commune.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à signer l'acte rédigé par l'étude de Maître ROTH.

Adopté par 18 voix (1 abstention M. BRABLE).

10) OBJET : REGLEMENT DU SINISTRE RUE DE L'ETANG DU 28/05/11

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY informe le Conseil qu'un candélabre situé Rue de l'Etang avait été endommagé le 28 mai 2011.

Dans un premier temps, l'UEM avait procédé à sa mise en sécurité. Prestation d'un montant de 267.62€ puis dans un second temps à son remplacement.

GENERALI ASSURANCES vient de faire parvenir en mairie un chèque de 267.62 € ainsi qu'un chèque de 2265.28 € pour le remboursement du remplacement du candélabre.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à procéder à l'encaissement de ces deux chèques.

Adopté à l'unanimité.

11) OBJET : DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti	section 8 n°257/19	16 route de Longe ville
Terrain bâti	section 3 n°51	rue des Buissons

Terrain bâti section 5 n°215/200 11 Clos des Charm illes
 Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

12) OBJET : COMPTE RENDU ANNUEL DE CONCESSION GAZ 2011

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Comme tous les ans, GrDF adresse à la commune un compte rendu d'activité sur la concession de Scy-Chazelles et les départements Moselle et Alsace Bossue

Rappel : Le contrat de concession a été renouvelé en 1998 pour une durée de 25 ans.

Quelques chiffres marquant en 2011 :

- longueur de réseaux MPB : 14 328 m.
- nombre de clients gaz : 965
- redevance de fonctionnement R1 encaissée en 2011 : 1 437 €
- Redevance d'occupation du Domaine Public (RODP) : 494 €
- N°dépannage : 0 800 47 33 33
- N°raccordement et accueil 09 69 36 35 34
- Valeur nette du patrimoine concédé : 643 411 €
- Appels de tiers pour sécurité gaz : 15 dont 10 pour sécurité gaz, 5 pour dépannage.

Développement durable avec le Gaz Naturel

- émission de CO2 inférieures de 25 % à 50 % par rapport au fioul et charbon
- oxydes azote NOx < aux autres combustibles
- souffre et particules quasi nulles

Le document ne traite que les questions d'ordre qualitatif et quantitatif de la distribution de Gaz Naturel sur la concession.

Les contrats de fourniture du gaz sont garantis par des tarifs dits « régulés » auprès de GDF

Le document peut être consulté au secrétariat de mairie.

13) OBJET : RAPPORT D'ACTIVITE HAGANIS 2011

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Le rapport d'activité 2011 porte sur 2 domaines : Assainissement des eaux usées et le traitement des déchets.

La régie HAGANIS est une entreprise publique qui a en charge le bien être de 250 000 habitants.
 Quelques chiffres :

Assainissement

- Metz Métropole = 40 communes = 1243 km de collecteurs (eaux usées + eaux pluviales) (22 935 m sur Scy-Chazelles)
- Cela correspond à 67 800 m3 d'eau sale par jour collectée, transportée et épurée pouvant aller en débit de pointe jusqu'à 240 000 m3.
- L'activité des services spécialisés consiste essentiellement à garantir :

La Qualité et l'environnement : par une logique certifiée ISO 9001 et ISO 14001 qui rend les contrôles obligatoires et une transparence des résultats.

L'Evolution de la réglementation : par des contrôles obligatoires des zones d'assainissements collectifs et non collectifs (réalisation en 2009 et 2010 à Scy-Chazelles).

Les contrôles : par des mesures physiques de conformités, d'analyses des prélèvements etc...pour assurer la santé publique

Le Traitement des eaux usées, des boues résiduelles : cette étape finale est assignée à de nombreuses exigences réglementaires.

Les travaux d'investissements et d'entretiens : ils ont représenté plus de 9.8 M € pour 2011.

Informé, sensibiliser, dialoguer : par des actions locales et nationales.

Budget et redevance d'assainissement : voir le rapport

Traitement des déchets

- 100 928 tonnes de déchets valorisés par an, non dangereux, collectés et traités par Metz Métropole et la Régie HAGANIS.

Informé, sensibiliser : ce sont les objectifs fixés par le GRENELLE de l'Environnement pour moins de déchets, plus de recyclage (tri) et plus de valorisation énergétique.

Objectif : réduire de 7 % nos déchets en 5 ans.

Travaux d'investissement et d'entretiens, Budget et Taxe d'enlèvement des ordures ménagères : consulter le rapport.

14) OBJET : RAPPORT ANNUEL SUR L'EAU 2011 – VILLE DE MONTIGNY LES METZ

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Le service des eaux de Montigny les Metz assure la distribution de l'eau potable sur les communes de Montigny-les-Metz, Marly, Augny, Moulins-les-Metz, Châtel-Saint-Germain et la zone basse de Scy-Chazelles.

L'exploitation du service des eaux a été déléguée en affermage à la SAUR par contrat en date du 30 mars 1993.

La SAUR assure la distribution et l'exploitation de l'eau potable à 404 abonnés.

Volume mis en distribution est en baisse de : 1 % par rapport à 2010.

Longueur totale de réseau : 244 km en majorité en fonte ductile

Volume consommé à Scy-Chazelles en 2011 : 64 166 m³ soit -5.5% par rapport à 2010.

Pertes : entre production et enregistré compteurs : 24,6 %

Qualité de l'eau distribuée : aucun dépassement des limites de qualité. L'eau a été déclarée d'excellente qualité conformément aux exigences réglementaires.

La SAUR effectue 1 fois par semaine un auto contrôle sur les captages et le réseau des éléments suivants :

Fer, manganèse, ammonium, chlorure, turbidité, conductivité, chlore libre et total, température.

Facture d'eau : sur la base de 120 m³/an :

Au 1^{er} janvier 2011 : 3.10 € TTC/m³

Au 1^{er} janvier 2012 : 3.13 € TTC/m³

Investissements 2011 à Scy-Chazelles : 130 733.38 € TTC (Rue Pichon)

Les documents sont à disposition au secrétariat.

15) OBJET : DIVERS

Panneaux de signalisation Metz Métropole

Mme FLORI demande la parole afin de faire part de son incompréhension quant à la mise en place des panneaux de signalisation de Metz Métropole dans les communes membres. Installation qu'elle juge inutile et de surcroît sans aucun doute très onéreuse

M. le Maire ajoute que ces panneaux sont regrettables.

M. NICOLAY précise qu'il a pu éviter la mise en place de plusieurs des 7 panneaux prévus pour Scy-Chazelles

SCY-CHAZELLES, le 30 août 2012

La secrétaire de séance
Suzanne FLORI

le Maire
Jacques STRAUB